

Services publics : rassembler et résister

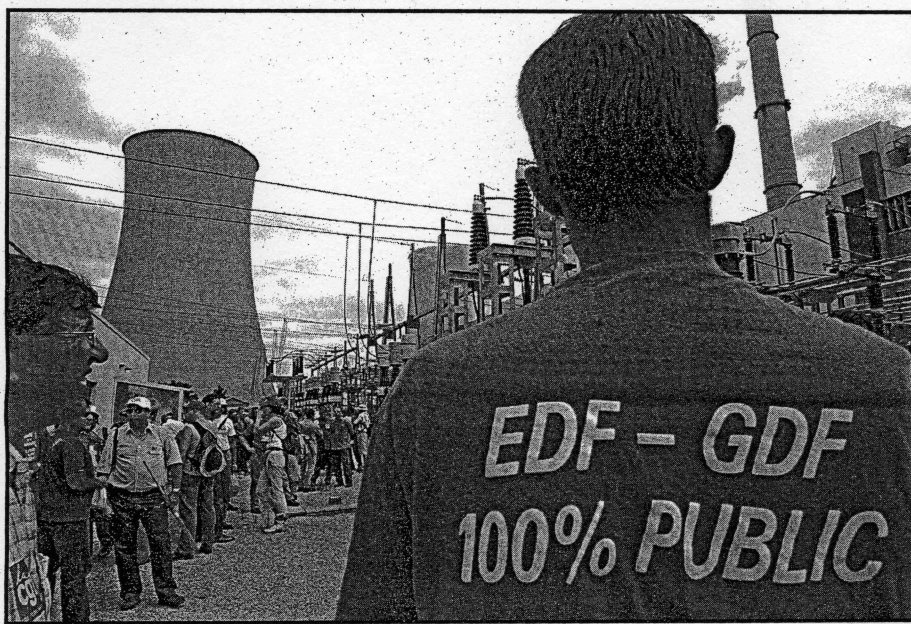
Quelque 120 militants représentant 24 collectifs locaux, associations (ATTAC, AC!), partis politiques (PCF, MRC, LCR, les Verts) et syndicats (CGT et SUD des secteurs publics), s'étaient, samedi en Charente, donné rendez-vous pour tenter de coordonner la dynamique nationale de défense des services publics de proximité implusée à Guéret dès la fin de l'an dernier. « Une réus-

La manifestation du 19 novembre est une étape nécessaire à l'élargissement du mouvement de défense des services publics

te en terme de fréquentation », à en croire Bernard Defaix, confirmé dans son rôle de porte-parole que l'embryon de fédération nationale lui avait confié au mois de juin.

« Nous n'avons pas, ce

Plus d'une centaine de délégués, issus des collectifs locaux de défense des services publics, se sont réunis samedi, à Angoulême, avec la volonté de renforcer leur action engagée en juin à Guéret pour « lutter contre la liquidation des services publics ».



EDF-GDF. L'ouverture du capital de l'entreprise publique a été, samedi à Angoulême, au cœur des discussions. (Photo: archives L'Écho).

week-end, constitué une fédération nationale de plus, précise M. Defaix. C'est un outil qui doit permettre la convergence des forces citoyennes de défense et de dé-

veloppement des services publics ». Une dynamique qui, comptant sur une « structuration en réseau d'informations et d'initiatives », doit permettre un nécessaire élar-

gissement dont la première étape est déjà fixée: la manifestation parisienne du 19 novembre prochain, à l'occasion de la réunion nationale de l'Association des

maires de France à Paris. « Il ne s'agit pas d'un contre congrès mais simplement de faire reconnaître le rôle extraordinairement mauvais que fait jouer aux élus l'actuel processus de décentralisation », fait valoir Bernard Defaix.

Pour Claude Debons, qui est intervenu au nom de la Fondation Copernic - forum de réflexion de gauche signataire d'un appel pour le non au référendum, « l'autre piège des politiques libérales est la baisse des impôts progressifs

● REPERES

120

C'est le nombre de délégués présents samedi à Angoulême

« L'autre piège des politiques libérales est la baisse des impôts progressifs associée au maintien de taxes uniformes injustes »

associée au maintien de taxes uniformes injustes ».

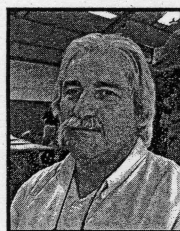
« Les services publics sont doublement victimes de l'ouverture à la concurrence et de la philosophie du moins d'Etat », a-t-il poursuivi, ajoutant que « ce mouvement qui part de la défense des services de proximité a aussi une dimension européenne ».

Si l'actualité reste synonyme d'« urgences quotidiennes », la question des services publics, « un condensé des problématiques de vie en société » ne peut trouver de réponse que globale. Un constant va-et-vient qui sera désormais la tâche du Comité exécutif de la fédération, composé pour l'heure des collectifs de Bretagne, de Charente et de Creuse... ■

NICOLAS LAVALLÉE

TÉMOIGNAGES

Quelles sont les perspectives de votre mouvement ?



ROLAND RIVET,
COLLECTIF DE DÉFENSE
DES HÔPITAUX DE PROXIMITÉ
DE RUFFEC (16)

« La mobilisation en Creuse a servi de détonateur »

À la suite de la mobilisation de Guéret, les élus et les associations se sont immédiatement mobilisés pour

se donner les moyens d'une action politique. En Charente, la mobilisation était jusqu'alors disparate, divisée selon les secteurs d'activité et les différentes localités. Aujourd'hui, nous avons réussi à rassembler tout le monde. Les élus des communes rurales savent que la perte des services publics a un impact considérable sur leur commune, à la fois en termes d'économie et d'emploi. Il faut donner de la force aux collectifs locaux.



JEAN-PIERRE CLAUSE,
ATTAC 87,
LIMOGES

« Nous allons profiter de l'élan national de ce week-end pour nous renforcer localement »

Il existe depuis 2001, dans l'est de la Haute-Vienne, un collectif local de

défense des services publics. Il faut profiter du dynamisme de Guéret pour lancer un mouvement à l'échelle départementale et mettre en place un réseau d'échange d'expériences et d'initiatives qui facilitera la mobilisation.

Si les gens ne se mobilisent pas pour défendre aujourd'hui le peu qu'il nous reste, demain il sera trop tard. Quand un bureau de Poste est fermé, c'est pour longtemps.

« S'attaquer aux chômeurs plutôt qu'au chômage »

Présents samedi à la réunion nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, la CGT-ANPE et Agir ensemble contre le chômage (AC!) estimaient que l'État, l'ANPE et l'UNEDIC sont en train de négocier en catimini une convention qui définira les modalités de coté des demandeurs d'emploi.

« L'objectif est de contraindre les chômeurs à accepter n'importe quel emploi à n'importe quel prix, et de créer les conditions d'une radiation massive des allocataires, mais aussi des autres catégories », assurent association et syndicat. « Le chômage ne cesse de croître. Il a progressé de 0,3% en mars et de 2,3% sur un an », affirment la CGT et AC! qui estiment que le taux de chômage atteint désormais 10,2% de la population active).